



L'éducation l'affaire de tous. Toutes et tous uni-es dans l'action le 26 janvier 2021.

Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les réformes menées par le ministre les aggravent. Or, le Parlement a adopté un budget qui est loin de traduire l'ambition éducative dont notre pays a besoin.

En effet, il ne prend pas la mesure de l'augmentation des effectifs (28 000 élèves en plus l'an prochain dans le secondaire), de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail.

Il faut en urgence des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins du service public d'éducation : réduction des effectifs dans toutes les classes avec la création rapide et massive de postes, ouverture de nouvelles classes et structures spécialisées ; organisation des recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires et en titularisant les actuel-elles contractuel-elles via des concours spéciaux.

Dans le budget 2021, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale avec 400 millions d'euros prévus. C'est très peu pour les personnels, et de fait l'essentiel des mesures proposées pour 2021 ne concerneront qu'une minorité de personnels. Les AED et les AESH en particulier ne se voient rien proposer.

Le Grenelle du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-es.

Les organisations exigent un budget qui renonce aux suppressions d'emplois et engage un rattrapage des pertes salariales subies, grâce à un plan pluriannuel de revalorisation. Elles demandent la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent par le Ministre de l'Education Nationale.

De la même manière dans le supérieur, la situation dans laquelle se trouvent les jeunes et les étudiant-es est intolérable, inacceptable ! Outre le fait que ces dernier-ères paient un lourd tribut à travers cette crise, la loi de programmation de la recherche, récemment promulguée, vient renforcer la précarisation, la mise en concurrence des établissements et des personnels et contient tous les éléments de destruction des statuts nationaux. La L.P.R doit être abrogée !

Nous exigeons avec nos syndicats que des moyens humains, financiers et matériels nécessaires soient attribués de toute urgence sous peine de sacrifier une génération entière d'étudiant-es ! Réouverture immédiate des universités pour tous et des moyens à la hauteur des besoins pour l'avenir des jeunes et des étudiant-es.

En conséquence, l'intersyndicale départementale interprofessionnelle appelle à se rassembler :

Le Mardi 26 janvier 2021 à 10h00, place Anatole France (Tours)

*(Manifestation déclarée en préfecture avec respect des gestes barrières et port du masque.
Une audience en préfecture a été demandée)*